

Vers un nouveau désordre mondial

La construction européenne, l'alliance atlantique - quels que soient les aléas et les difficultés de l'une et de l'autre - le consensus global des opinions publiques des « pays du Nord » sur la prohibition du recours à la force, l'interdépendance des systèmes économiques, joints à l'effondrement de la puissance soviétique, éloignent durablement la perspective d'un conflit armé conventionnel sur le théâtre européen ou dans l'aire atlantique. Cependant, malgré ces bouleversements profonds du contexte international depuis 1990, les appareils de défense et de relations internationales des pays occidentaux n'ont fait l'objet d'aucune mesure d'adaptation ou de mise à niveau leur permettant de faire face à la phase actuelle de transition entre un ordre bipolaire dépassé et un ordre multipolaire en gestation caractérisé par diverses formes de désordre mondial.

L'essentiel des contentieux susceptibles d'évoluer vers la violence organisée n'est plus du domaine de l'idéologie, de conceptions opposées de « l'ordre mondial » ou de la rivalité impériale entre puissances. Il oppose principalement le Nord au Sud, les sociétés nanties aux sociétés appauvries, la culture d'entreprise à la culture de rente ... Dans un tel contexte, les stratégies du faible au faible et du faible au fort prédominent largement sur les stratégies de puissance fondées sur la constitution de grands corps de bataille, la mise en œuvre de moyens lourds et sophistiqués et la course aux armements de la supériorité militaire.

Ce type de stratégie, qui met aux prises des sociétés démocratiques soucieuses des droits et de la protection de l'individu avec des États ou des organisations de type féodal, organisés autour de minorités claniques, bouleverse profondément la gestion des conflits. Dans un sens la dissuasion, qu'elle soit conventionnelle ou nucléaire, y perd beaucoup d'effet si elle ne frappe pas avec certitude l'adversaire à la tête. Dans un autre, ce déséquilibre favorise l'usage de moyens sournois dont les cibles sont principalement civiles, en particulier l'utilisation des missiles plus ou moins artisanaux et dotés de charges, conventionnelles ou non, les attaques terroristes et les prises d'otages. De fait, dans ce nouveau type d'affrontement, les menaces stratégiques non militaires l'emportent largement sur les rapports de force conventionnels. Ces menaces peuvent être classées en trois grandes catégories : l'espionnage et l'ingérence, la violence politique et le terrorisme, la criminalité organisée et les trafics.

Nouveau champ de menaces non militaires

À ces différentes menaces, l'Occident - au sens large du terme et incluant donc la Russie post-soviétique - ne semble savoir opposer en général que des réponses militaires conventionnelles dans la tradition surannée de la « politique de la canonnière » qui ont le double défaut d'être à la fois inadaptées et, par définition, « en retard d'une guerre » puisqu'elles ne peuvent être mises en œuvre et justifiées aux yeux des opinions publiques et des contribuables que si elles viennent en réaction de faits déjà commis. L'exemple le plus spectaculairement significatif de ces inadaptations est fourni par la réponse aux menaces terroristes, en particulier au terrorisme djihadiste qui a sidéré les décideurs politiques durant la décennie 1998-2008.

En réponse aux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam en août 1998 revendiqués par une Qaïda encore mal connue, le Président Clinton ordonne l'opération « *Infinite Reach* » qui s'analyse en un tir d'une bordée de missiles de croisière à partir de navires évoluant dans l'Océan Indien contre des camps d'entraînement de *Taliban* sans qu'on sache d'ailleurs très bien à quoi ils servaient. Cette réponse était certainement légitime et justifiée. Incrustés dans un État dont ils détenaient les pouvoirs régaliens, les *Taliban* donnaient

asile et facilités à une organisation terroriste qui venait de frapper des implantations américaines en faisant des centaines de victimes. Il n'était sans doute pas inutile de leur adresser un coup de semonce. Mais cette frappe était très loin d'épuiser le sujet et d'intimider le perturbateur. Elle eut un impact limité compte tenu de la rusticité des objectifs visés qui ne subirent que peu de dégâts et du désintérêt total des potentats locaux pour les pertes individuelles. Et elle n'eut aucune influence sur l'organisation terroriste dont les membres, d'ailleurs peu nombreux, avaient évidemment déserté toutes les cibles potentielles d'une riposte militaire attendue. La détermination et le prestige des uns et des autres en sont sortis d'autant plus renforcés que la riposte s'est arrêtée là et n'a été suivie d'aucune autre initiative militaire ou de lutte anti-terroriste un peu plus adaptée. La voie à une action de plus grande envergure était ouverte.

Celle-ci a eu lieu le 11 septembre 2001. Elle a été perçue comme un coup de tonnerre dans un ciel serein alors que, de l'avis de tous les spécialistes du renseignement alertés par une multiplication d'informations alarmantes, elle couvait depuis trois ans. Pour des raisons qui restent à étudier, penchée sur ses plans d'invasion militaire de l'Irak, la Maison Blanche, entraînant dans son sillage le Département d'État, le Pentagone et ses services de renseignement, n'accordait qu'une attention très marginale à la menace terroriste et n'a rien anticipé. Une fois de plus la réponse fut essentiellement d'ordre militaire, tout aussi légitime et justifiée que la première, tout aussi démesurée par les moyens mis en oeuvre, tout aussi limitée dans ses effets parce qu'une fois ses objectifs atteints elle s'est transformée en un proconsulat armé.

Le régime *Taliban* a été renversé mais son chef, Mollah Omar, a pu s'enfuir en mobylette au nez et à la barbe de la plus puissante armée du monde pour mieux préparer le retour au pouvoir de sa coterie fondamentaliste bientôt perçue comme garante de la fierté nationale afghane face à une interminable occupation militaire étrangère. Quant à l'état-major d'Al-Qaïda, il a trouvé, comme il était prévisible, refuge au Pakistan, un pays pourtant allié des États Unis mais dont les services spéciaux manipulent au vu et au su de tout le monde la violence islamiste à des fins diverses. Bien que neutralisée sur le plan opérationnel, le simple fait d'avoir survécu à la coalition occidentale a permis à la Qaïda de s'ériger en modèle, en référence et en drapeau de ralliement pour tous ceux qui, dans le monde musulman, ont ressenti l'offensive de la coalition occidentale comme une croisade occidentale. Au lieu de mettre fin au terrorisme djihadiste, l'occupation militaire du terrain afghan n'a fait que l'amplifier, le disséminer, le multiplier dans le monde entier à l'initiative d'innombrables groupuscules désormais franchisés se réclamant de l'organisation mythique. Et, au-delà de la menace terroriste, l'incapacité de la coalition militaire occidentale à contrôler le terrain et à favoriser la mise en place d'un État structuré a propulsé l'Afghanistan au premier rang des zones de non-droit productrices et exportatrices de stupéfiants ajoutant ainsi la menace mafieuse à celle de la violence politique.

L'échec est patent sur toute la ligne.

Une réponse globalement erronée au terrorisme

La « guerre globale à la terreur » décrétée par l'administration Bush porte dans son intitulé ses propres contradictions et se trouve être l'antithèse de la lutte anti-terroriste. Il ne s'agit pas là de jouer sur les mots mais celui de « guerre » implique nécessairement dans l'inconscient collectif l'utilisation de moyens militaires appliqués sur un champ de bataille contre des forces adverses identifiées sans qu'on ait à s'interroger sur les motivations, les financements, les soutiens, les modes de recrutement et les objectifs poursuivis par lesdites forces adverses. Et, sauf à vouloir poursuivre des buts messianiques, « faire la guerre à la terreur » a aussi peu de sens que faire la guerre à la méchanceté ou à la luxure. La lutte anti-terroriste n'implique pas de se battre contre un concept et d'instaurer à coups de canon un « ordre mondial » plus sain et plus sûr. Il s'agit d'identifier et de neutraliser des adversaires qui ont un parcours, un passé, un agenda, des soutiens logistiques, des sponsors idéologiques et financiers. Autant de données indispensables à l'anticipation des menaces et à leur neutralisation mais qui ne peuvent qu'être occultées dans le cadre d'une « guerre globale », même au sein des services spécialisés normalement voués à la lutte contre les menaces stratégiques non militaires.

Le succès des services qui doit s'obtenir sans « dommages collatéraux » ne peut être assuré que par des contre-mesures individualisées, ciblées, s'exerçant le plus en amont possible au niveau des instigateurs, des sponsors, des idéologues, des financiers, tous visibles et peu nombreux, plutôt qu'à celui des exécutants par définition innombrables et, en tout cas renouvelables. Chercher la tête, pas le bras.

Quelles qu'en soient les motivations fantasmagiques ou inavouables, la seconde guerre d'Irak déclenchée en 2003 s'inscrit dans la même ligne d'incohérence. Mal justifiée par des soupçons qui se sont révélés infondés de détention par le régime irakien d'« armes de destruction massive » et sa connivence avec la nébuleuse djihadiste, cette guerre suivie d'une occupation militaire massive et d'un proconsulat civil parfaitement étranger au terrain a abouti en tous points à des résultats inverses au but recherché. Neutralisées de façon certes peu vertueuse et brutale par le dictateur irakien et le parti Baas, les divisions ethniques et religieuses du pays ont refait surface à l'initiative des vainqueurs. Le nouvel ordre soi-disant démocratique imposé par l'occupant s'est traduit par une résurrection violente des clivages communautaires qui se sont manifestés par des violences quotidiennes et qui ont ouvert la porte à l'implantation puis à l'exportation d'un terrorisme islamique que le pays ignorait jusque là. Et l'impuissance de l'occupant militaire à en venir à bout a fourni aux acteurs de cette violence, prestige et légitimité dans l'ensemble du monde musulman. Il est vrai, mais cela ne constitue ni une excuse ni une justification, que la Russie n'a pas fait mieux dans le Caucase et particulièrement en Tchétchénie où se poursuit depuis près de vingt ans une guerre qui n'ose pas dire son nom et qui sert de justification, de creuset et de camp d'entraînement aux apprentis djihadistes du monde entier.

Une tentation permanente de contrer militairement la prolifération nucléaire

Suspect, sans doute à juste titre, d'inquiétants efforts en matière de prolifération nucléaire, l'Iran est aujourd'hui sur la sellette. Et, une fois de plus l'Amérique, stimulée par quelques responsables politiques israéliens, brandit contre cette menace les foudres d'une intervention militaire qui a pourtant toutes les chances d'être improductive comme le font remarquer la plupart des membres de l'*establishment* militaire et sécuritaire de l'État hébreu. Un engagement terrestre étant difficilement concevable compte tenu des pertes prévisibles, il faudrait recourir à des frappes aériennes qui poseraient une série d'épineux problèmes techniques et politiques sans garantie de résultat militaire. Qu'elle soit conjointe israélo-américaine ou menée par une seule des parties, une telle intervention devrait utiliser l'espace terrestre, aérien ou maritime d'un ou plusieurs des pays de la péninsule arabique ou de la Turquie. Ce serait politiquement pain béni pour l'Iran qui s'empresserait d'exploiter le filon en hurlant à la trahison et en accusant les Sunnites de collusion avec Israël sous la houlette bienveillante des Américains.

Et l'efficacité d'une telle frappe est loin d'être garantie. Autant le complexe syrien était protoplasmique et à peine ébauché, autant le complexe nucléaire irakien était extrêmement concentré, donc facile à atteindre et à détruire, autant le complexe nucléaire iranien est d'une toute autre complexité. Il est disséminé sur l'ensemble du pays, avec des installations réparties un peu partout, dont certaines ne sont d'ailleurs pas encore identifiées. Un coup porté sur une des installations nucléaires iraniennes, et à condition qu'il soit précis et efficace, retarderait sans doute le programme de quelques semaines, au mieux de quelques mois. Il faudrait recommencer tous les six mois pour parvenir à un résultat mesurable. L'Iran en tirerait un grand avantage sur le plan politique comme le Hizballah a tiré avantage des frappes israéliennes au Liban en 2006. Si on bombarde des éléments du complexe nucléaire iranien et que le programme nucléaire iranien se poursuit, même cahin-caha, l'Occident aura perdu une nouvelle guerre. L'Iran pourra se vanter d'avoir tenu tête à Israël, à l'Amérique et à ses alliés arabes, à l'Occident en général et d'en être sorti vainqueur même si c'est au prix de quelques plaies et bosses. Compte tenu du nationalisme exacerbé et de la fierté des Iraniens dans leur ensemble, un sursaut de solidarité nationale viendra redonner un soutien collectif aux dirigeants actuels dont la légitimité est pourtant bien mal en point.

L'hypothèse d'une frappe militaire paraît d'autant plus saugrenue et contre-productive que les sanctions économiques et financières internationales commencent à produire nettement leurs effets. De plus, la politique clandestine d'assassinats ciblés et de cyber-attaques menée par Israël provoque à moindre coût financier, humain et politique des dégâts au moins aussi considérables que le feraient des frappes aériennes et ménage le temps nécessaire au développement d'initiatives de négociations. Il est paradoxal de constater que les opinions publiques occidentales, leurs médias et leurs responsables politiques rechignent toujours face à ce genre de stratégie. Pour autant, personne ne s'émeut de bombardements aériens par avions, missiles de croisière ou drones qui font des centaines de victimes « collatérales » innocentes.

Répondre autrement aux menaces stratégiques non-militaires

C'est bien de ce type de contradiction que procède l'inadaptation et le décalage des réponses de l'Occident aux menaces stratégique non militaires. À l'évidence, tous ces défis ne relèvent ni d'une prévention par voie de dissuasion armée ni d'un traitement curatif militaire. Si l'on a parlé dans l'affaire du 11 septembre de la « faillite des services de renseignement et de sécurité », - ce qui était d'ailleurs une réaction émotionnelle exagérée et injuste -, c'est bien parce que tout le monde comprend que ce genre de risque relève de leur compétence et qu'eux seuls disposent des techniques et du savoir faire nécessaires à la détection, la prévention ou la neutralisation de ce type de menace.

Cependant, malgré le renforcement et la multiplication des services de renseignement et de sécurité, notamment aux États Unis après l'offensive d'Al-Qaïda, leur potentiel a été mis en quasi totalité au service d'un coûteux arsenal judiciaire liberticide planétaire qui place chaque citoyen du monde sous une loi universelle de suspicion et stigmatise l'ensemble des Musulmans, sans pour autant démontrer de réelle efficacité pratique. Quant aux rares renseignements opérationnels recueillis par ces voies, ils ont surtout été mis au profit de la conduite des opérations militaires dont on a pu mesurer autant l'inefficacité que les effets pervers.

Ce mésusage de la communauté américano-occidentale du renseignement interdit toute articulation rationnelle entre l'identification des menaces, leur anticipation, la connaissance des acteurs et de leurs méthodes et les actions destinées à les prévenir ou les neutraliser dont la riposte militaire à grande échelle ne devrait constituer, compte tenu de ses impasses, que l'*ultima ratio* si toute autre forme de réponse a échoué.

De nouveaux modes d'action pour surveiller, contenir, réprimer les adversaires

Même si l'émotion publique, la violence des images et certains calculs peu vertueux en ont beaucoup exagéré l'importance, les attentats du 11 septembre 2001 demeurent le paradigme des défis modernes auxquels la défense de nos sociétés est confrontée. Ils n'ont pas apporté novation dans la violence elle-même mais marquent un tournant dans la méthode. Pour la première fois dans l'histoire une opération de destruction massive et de grande envergure a été accomplie par des non professionnels non dotés d'armes par nature. Si l'on doit désormais considérer les paires de ciseaux et les aéronefs comme des armes par destination, c'est à l'évidence tout notre système de défense qui doit être revu.

De la compréhension des intentions et de l'évaluation du potentiel destructeur de structures d'État bien identifiées, il convient aujourd'hui de passer à l'identification, la localisation et la neutralisation de structures mouvantes, groupusculaires, parfois même individuelles, attachées à la défense, à la conquête et à la promotion de « parts de marché » financiers ou idéologiques, de lambeaux de territoire sans maître ou en déshérence, voire d'utopies millénaristes. L'identification, la localisation, l'évaluation des moyens et des intentions de ces structures relève à l'évidence du renseignement. Leur neutralisation peut parfois relever de l'action armée, mais, le plus souvent, cette action armée - tout comme la détection précoce de la menace - devra s'effectuer sans drapeau et dans la clandestinité puisque ces structures violentes, terroristes ou mafieuses s'enracinent dans les zones grises d'États incapables ou peu

soucieux de les éradiquer mais d'autant plus sourcilleux quant aux apparences de leur souveraineté. Pire, certaines de ces structures sont instrumentalisées à des fins diverses par des États souverains que nous persistons à vouloir croire indispensables à nos intérêts et avec lesquels nous ne voulons en tout cas pas entrer en confrontation politique ou militaire.

Sauf à prendre le risque de susciter d'insolubles contentieux, voire d'alimenter des « guerres de civilisations », c'est donc bien à l'action discrète et sans gloire, mais permanente, planétaire et obstinée des services spécialisés de renseignement et de sécurité qu'il faut avoir recours. Et ce recours ne peut se limiter à quelques manifestes incantatoires et proclamations martiales d'autant plus vite oubliées que la menace sait se faire insidieuse. La plupart des pays Occidentaux, États-Unis compris, consacrent environ 1% du budget de leur défense au renseignement et à l'action clandestine. Vu sous un autre angle, cela signifie qu'en diminuant de 1% le budget d'une défense conventionnelle qui demeure indispensable mais devenue peu pertinente face aux principales menaces actuelles, ces mêmes pays pourraient doubler les moyens d'action de leurs services de sécurité et de renseignement.

C'est là évidemment un investissement peu gratifiant en termes d'image. Car si le décèlement des menaces non militaires est précoce, si leur neutralisation est effectuée en amont de leurs premières manifestations, les dommages qu'elles auraient pu entraîner ne se produisent pas. Tant les politiques que les médias et les opinions publiques en viennent alors à douter de leur réalité ou à les sous-estimer puisque, contrairement aux menaces militaires, elles ne revêtent un aspect matériel que lors de leur insupportable exécution. De même que les États-Nations qui négligeaient leurs armées couraient le risque d'être victimes des appétits impériaux de voisins prédateurs, les sociétés mondialisées contemporaines qui négligent leurs services de renseignement et de sécurité s'exposent inévitablement aux risques de la violence politique, du chantage terroriste, du pillage de leur patrimoine, du dévoiement de leur tissu économique et social par la criminalité organisée.

Engagée sur de nombreux dossiers politiques internationaux où la composante terroriste est prégnante, située sur d'importantes routes de trafics internationaux en tous genres, disposant encore – n'en déplaise aux esprits chagrins – d'un important potentiel d'innovation technologique, la France a été relativement épargnée depuis près de vingt ans par les paroxysmes de la violence politique, des dérives criminelles mafieuses et de l'espionnage industriel. Elle ne le doit ni à un heureux hasard ni à la providence mais au travail obscur, patient et obstiné de ses services de sécurité intérieurs et extérieurs. Il ne s'agit pas de leur tresser des couronnes pour avoir rempli la mission qui est la leur mais de veiller à ce qu'ils puissent continuer à la remplir avec le soutien éclairé de tous.